

4° *L. 1233-34 et L. 1233-35* premier alinéa et, le cas échéant, *L. 2325-35* et *L. 4614-12-1* du code du travail relatifs au recours à l'expert ;

5° *L. 1233-31 à L. 1233-33, L. 1233-48 et L. 1233-63*, relatifs à la nature des renseignements et au contenu des mesures sociales adressés aux représentants du personnel et à l'autorité administrative ;

6° *L. 1233-49, L. 1233-61 et L. 1233-62*, relatifs au plan de sauvegarde de l'emploi ;

7° *L. 1233-57-5 et L. 1233-57-6*, pour un licenciement d'au moins dix salariés dans une entreprise d'au moins cinquante salariés.

II.-Pour un licenciement d'au moins dix salariés dans une entreprise d'au moins cinquante salariés, l'accord mentionné à l'article *L. 1233-24-1* est validé et le document mentionné à l'article *L. 1233-24-4*, élaboré par l'employeur, l'administrateur ou le liquidateur, est homologué dans les conditions fixées aux articles *L. 1233-57-1 à L. 1233-57-3*, aux deuxième et troisième alinéas de l'article *L. 1233-57-4* et à l'article *L. 1233-57-7*. Par dérogation au 1° de l'article *L. 1233-57-3*, sans préjudice de la recherche, selon le cas, par l'administrateur, le liquidateur ou l'employeur, en cas de redressement ou de liquidation judiciaire, des moyens du groupe auquel l'employeur appartient pour l'établissement du plan de sauvegarde de l'emploi, l'autorité administrative homologue le plan de sauvegarde de l'emploi après s'être assurée du respect par celui-ci des articles *L. 1233-61 à L. 1233-63* au regard des moyens dont dispose l'entreprise.

A titre exceptionnel, au vu des circonstances et des motifs justifiant le défaut d'établissement du procès-verbal de carence mentionné à l'article *L. 2324-8*, l'autorité administrative peut prendre une décision d'homologation. Les délais prévus au premier alinéa de l'article *L. 1233-57-4* sont ramenés, à compter de la dernière réunion du comité social et économique, à huit jours en cas de redressement judiciaire et à quatre jours en cas de liquidation judiciaire.

L'employeur, l'administrateur ou le liquidateur ne peut procéder, sous peine d'irrégularité, à la rupture des contrats de travail avant la notification de la décision favorable de validation ou d'homologation, ou l'expiration des délais mentionnés au quatrième alinéa du présent II.

En cas de décision défavorable de validation ou d'homologation, l'employeur, l'administrateur ou le liquidateur consulte le comité social et économique dans un délai de trois jours. Selon le cas, le document modifié et l'avis du comité social et économique ou un avenant à l'accord collectif sont transmis à l'autorité administrative, qui se prononce dans un délai de trois jours.

En cas de licenciements intervenus en l'absence de toute décision relative à la validation ou à l'homologation ou en cas d'annulation d'une décision ayant procédé à la validation ou à l'homologation, le juge octroie au salarié une indemnité à la charge de l'employeur qui ne peut être inférieure aux salaires des six derniers mois. L'article *L. 1235-16* ne s'applique pas.

En cas d'annulation d'une décision de validation mentionnée à l'article *L. 1233-57-2* ou d'homologation mentionnée à l'article *L. 1233-57-3* en raison d'une insuffisance de motivation, l'autorité administrative prend une nouvelle décision suffisamment motivée, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du jugement à l'administration. Cette décision est portée par l'employeur à la connaissance des salariés licenciés à la suite de la première décision de validation ou d'homologation, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à cette information.

Dès lors que l'autorité administrative a édicté cette nouvelle décision, l'annulation pour le seul motif d'insuffisance de motivation de la première décision de l'autorité administrative est sans incidence sur la validité du licenciement et ne donne pas lieu au versement d'une indemnité à la charge de l'employeur.

III.-En cas de licenciement d'au moins dix salariés dans une entreprise d'au moins cinquante salariés prévu par le plan de sauvegarde arrêté conformément à l'article *L. 626-10* du code de commerce, les délais prévus au premier alinéa de l'article *L. 1233-57-4* du présent code sont ramenés, à huit jours. Ils courent à compter de la date de réception de la demande de validation ou d'homologation qui est postérieure au jugement arrêtant le plan.

Lorsque l'autorité administrative rend une décision de refus de validation ou d'homologation, l'employeur consulte le comité social et économique dans un délai de trois jours. Selon le cas, le document modifié et l'avis du comité social et économique, ou un avenant à l'accord collectif, sont transmis à l'autorité administrative, qui se prononce dans un délai de trois jours.